

Il se peut que nous assistions en l'occurrence au même genre de percée que dans le cas du nouveau Règlement de la Chambre. Le gouvernement peut se vanter d'avoir énormément humanisé ce Règlement. Je ne voudrais, cependant, pas donner tout le crédit aux ministériels, car je crois qu'une opposition éclairée a eu également son mot à dire dans la réforme de la Chambre. Selon moi, au cours de la dernière législature, l'opposition n'était pas disposée à apporter la même collaboration que l'opposition actuelle.

● (1140)

Quoi qu'il en soit, en tant que députés, nous attendons avec impatience bien des mesures et nous avons beaucoup à dire à nos électeurs sur les façons dont leurs droits, directs et indirects, sont valorisés par des réformes pouvant être en cours à la Chambre des communes actuellement. Cela ne change rien au fait que le ministre, au cours du débat sur le budget, n'a absolument pas parlé de ce dernier. J'ai donc le droit d'en tirer la conclusion dont j'ai parlé dans ma question, à savoir qu'il n'est pas disposé à défendre un budget que je veux vous présenter sous le même jour qu'il est perçu par les habitants de York-Centre et York-Nord. Ils constatent, depuis que les conservateurs sont au pouvoir et à la suite de la présentation de deux budgets, que le gouvernement a tendance à stratifier la société canadienne, opposant davantage les nantis et les déshérités. Les Canadiens ont de plus en plus le sentiment que le Canada est un pays de riches et de pauvres dans lequel la classe moyenne ne constitue pas la majorité. Il est intéressant de constater qu'il y a 20 ans, lorsqu'on les interrogeait, la plupart des Canadiens déclaraient se situer dans la classe moyenne. On trouvait dans notre société une certaine cohésion sociale. Or, cette dernière est compromise par les deux budgets présentés coup sur coup, qui accroissent la disparité entre les riches et les pauvres et donnent aux Canadiens le sentiment que le gouvernement encourage ce genre de disparité.

Je voudrais vous faire part de statistiques qui montrent exactement que ces deux budgets aggravent la situation des Canadiens à revenus faible et moyen et améliorent le sort des Canadiens nantis. Je sais que le parti conservateur s'en inquiète, car leur statisticien en chef et analyste, Allan Gregg, a signalé dans des entrevues qu'il a accordées à la presse que les conservateurs craignaient d'être perçus comme un parti désirant accroître les revenus des nantis, même si cela doit se faire au détriment des autres Canadiens, la classe moyenne et les pauvres.

Sachant que le gouvernement a reçu ce conseil de son stratège en chef, j'aurais pensé qu'il aurait tenté, dans ce budget, de réparer les dégâts causés par son premier budget. Ainsi, dans ce dernier, les conservateurs avaient présenté une incroyable exemption d'impôt sur les gains en capital. Les Canadiens qui réalisent ces gains n'ont plus à payer d'impôt sur la première tranche de \$500,000. Or, ce sont les plus nantis qui réalisent des gains en capital, et non les gens de la classe moyenne et les pauvres, si ce n'est sur leur maison, qui est déjà exempte en vertu de la législation fiscale actuelle. Manifestement, cette mesure profite donc aux nantis de la société. J'aurais cru que le gouvernement aurait fait disparaître cette exemption, après avoir été averti des répercussions de sa politique fiscale sur les diverses classes de la société canadienne.

### *Le budget—M. Kaplan*

Or, on s'aperçoit, dans ce budget, que les conservateurs ont ajouté d'autres mesures tendant à aider les riches au détriment des pauvres, car le gouvernement juge, et le ministre des Finances (M. Wilson) l'a déclaré carrément, qu'il n'y a pas suffisamment de riches au Canada. J'en ai déduit que si les budgets étaient conçus de façon à accroître le nombre des riches au Canada, l'objectif visé par les conservateurs serait atteint lors de ce mandat.

Je voudrais traiter de deux cas précis. Une famille gagnant \$100,000 par année a payé au fisc \$35,236 en 1984. En vertu des dispositions budgétaires à l'étude, et des dispositions prévues dans le premier budget présenté par le gouvernement en 1985, cette même famille paiera d'ici à 1988, au titre de l'impôt, \$34,450. Ainsi, le fardeau fiscal de cette famille diminuera d'un millier de dollars d'ici aux trois prochaines années. Toutefois, une famille gagnant \$20,000 par année—ce revenu est au bas de l'échelle ou presque au milieu—verra pour la même période son fardeau fiscal s'alourdir et passer de \$1,388 à \$1,409. En d'autres mots, sous le régime conservateur, la famille gagnant \$100,000 par an bénéficie d'une réduction d'impôts tandis que celle qui gagne \$20,000 par an voit les siens augmenter.

Reprenons les deux budgets et leurs conséquences sur une famille de quatre personnes dont le chef gagne \$20,000 par an. Par suite de ces deux budgets, la note fiscale de cette famille augmentera de \$225 et son chef devra payer \$300 de plus en taxe de vente, en plus de l'augmentation d'impôt. Pareilles conséquences sociales sont inadmissibles. Je sais que beaucoup de conservateurs voient en le président Reagan des États-Unis une espèce de grand gourou. Le président Reagan a effectivement un plan pour éponger le déficit, mais dans ce plan, il n'a jamais été question d'augmenter les impôts, ni des riches, ni des pauvres. Cette solution jouit d'une forte cote de popularité aux États-Unis. Au Canada, il est aisé de comprendre la réaction suscitée par le projet conservateur d'augmenter les impôts, non pas dans le cas des bien nantis, mais plutôt dans le cas des salariés à revenus moyens et des gagne-petit.

Je voudrais traiter à fond, pendant les minutes qu'il me reste, de la question du prix de l'essence. L'essence est un produit de consommation très important pour une famille canadienne moyenne. Il fut un temps où l'on croyait que c'était un produit de luxe, comme les cigarettes, par exemple, et que si le gouvernement, qu'il soit fédéral ou provincial, avait besoin de renflouer ses coffres, il pouvait à sa discrétion frapper l'essence de taxes supplémentaires—amenant ainsi les gens à conduire moins. Mais nous avons enfin ouvert les yeux et découvert les conséquences réelles du prix de l'essence sur le niveau de vie des Canadiens et sur l'inflation en général. Pour la plupart des gens, et je ne parle pas que des habitants de nos belles grandes villes, mais bien de la majorité des Canadiens un peu partout au Canada, la voiture est un véhicule essentiel, même dans nos grandes villes. Les moyens de transport les plus utilisés au Canada ne sont pas tant les autobus et les métros que les voitures. Le moyen de transport le plus commun au Canada est la voiture, car la plupart des gens se déplacent de cette façon. Ainsi, on ne peut plus considérer l'essence comme un produit de luxe. En outre, l'essence sert au transport de la majorité des produits nécessaires à la société canadienne. Quand le prix de l'essence monte du fait de l'augmentation de taxes, inévitablement les prix des aliments et le coût du